

«La finance climat en action pour les femmes»

Des recommandations en faveur de financements climat intégrant pleinement le genre

11 décembre 2017

Le «**One Planet Summit**» offre une vraie opportunité de mobiliser davantage de financements climatiques, et en particulier des financements à même de répondre aux besoins des 2 milliards de personnes les plus pauvres du monde, parmi lesquelles les femmes et les filles sont majoritaires.

Le tout premier **plan d'action genre de la Convention-Cadre des Nations unies sur le changement climatique (CCNUCC)**¹ adopté à la COP23 à Bonn en novembre 2017 incite l'ensemble des parties prenantes à promouvoir l'égalité des genres dans les actions d'adaptation et d'atténuation, la prise de décision et les moyens de mise en œuvre liés au climat. En 2015, seulement 0,01% des financements mondiaux soutenait des projets s'attaquant à la fois au changement climatique et aux inégalités entre les sexes.

En tant que signataires de cet appel, nos organisations encouragent vivement la communauté internationale à:

- **Augmenter de manière significative les financements publics visant à lutter contre le changement climatique**, en particulier les subventions pour l'adaptation, **et veiller à ce que d'ici 2020, au moins 20% de tous les projets financés par des mécanismes de financement climatique aient pour objectif principal de réduire les inégalités entre les sexes**. Dès maintenant, aucun fonds public sur le climat ne devrait envisager de financer des propositions de projets qui ne prennent pas suffisamment en compte les enjeux liés à l'égalité des sexes.
- **Développer et répliquer des mécanismes pour faciliter l'accès direct à de plus petits financements, à la fois des subventions et des prêts, destinés à des projets menés à l'échelle communautaire**. Les investissements à petite échelle, en particulier pour les groupes de femmes et les entrepreneuses, ont le potentiel de générer des résultats tangibles et de jouer un rôle clé dans la transformation durable du pays.
- **Veiller à ce que l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes soient ancrées en tant que principes directeurs transversaux dans tous les fonds climat, à travers:**
 - La mise en place d'une politique genre et l'adoption d'un plan d'action sur le genre, en s'appuyant sur les exemples réussis du Fonds vert pour le climat, du Fonds pour l'environnement mondial et du Fonds d'adaptation. Une telle politique de genre et un plan d'action de genre devraient s'inscrire dans une approche basée sur les droits humains et

¹ <http://unfccc.int/resource/docs/2017/sbi/fre/l29f.pdf>

prendre en compte l'intersectionnalité des inégalités de genre avec l'origine, l'âge, la classe sociale, le handicap ou la religion. Les principes d'égalité des sexes devraient être intégrés dans l'élaboration des lignes directrices pour les financements, l'accréditation et les programmes et pris en compte dans l'examen des programmes et des projets ainsi que dans le suivi, le reporting et l'évaluation des portefeuilles de financement.

- L'objectif d'une parité et d'une plus grande expertise en matière de genre dans leurs conseils d'administration, leurs organes et commissions techniques consultatifs, et parmi leur personnel en général.
- **Exhorter tous les mécanismes de financement climatique à établir des critères de genre clairs dans les processus de sélection et d'évaluation de la performance de tous les projets.** Ces critères devraient inclure une analyse sociale et de genre obligatoire, un plan d'action genre spécifique au projet budgétisé, un budget sensible au genre et des indicateurs quantitatifs et qualitatifs clairs mesurant la manière dont les projets contribuent à l'égalité entre les sexes. La production et la collecte systématiques de données ventilées par sexe ainsi que la participation pleine et entière des femmes tout au long du cycle du projet devraient être rendues obligatoires.
- **Renforcer la redevabilité des mécanismes de financement climatique en matière de résultats sur l'égalité des sexes** à travers la mise en place d'indicateurs sur les portefeuilles programmatiques, la comptabilité et les audits, des revues tierces indépendantes menées de façon régulière et des efforts accrus de communication externe et de reporting public.
- **Promouvoir la participation des femmes aux mécanismes de coordination nationaux des fonds climatiques** afin de déterminer les priorités de financement nationales.
- **S'engager à fournir des ressources adéquates pour assurer la mise en œuvre du plan d'action genre de la CCNUCC** et soutenir le travail de l'équipe genre du Secrétariat de la CCNUCC.
- **Veiller à ce que les Conclusions agréées de la 62^{ème} session de la Commission des Nations unies sur la condition de la femme qui se tiendra en mars 2018 sur les «Problèmes à régler et les possibilités à exploiter pour parvenir à l'égalité des sexes et à l'autonomisation des femmes et des filles en milieu rural» appellent à un soutien accru aux actions d'adaptation des femmes rurales**, qui représentent la majorité des petits producteurs dans les pays en développement, et dont les moyens de subsistance sont affectés de manière disproportionnée par le changement climatique.

Liste des primo-signataires (en date du 11 décembre 2017)

Adéquations, France	Gender and Environmental Risk Reduction Initiative, Nigéria
All India Women's Education Fund Association, Inde	GenderCC - Women for Climate Justice, International
Asia-Pacific Forum on Women, Law and Development, Thaïlande	Genre en Action, France
Asian-Pacific Resource and Research Centre for Women, Malaisie	GEVALOR, France
Association pour la Promotion des Femmes Scientifiques Vietnamiennes, France	Grupo Para o Desenvolvimento da Mulher e Rapariga, Mozambique
Association pour la Protection de l'Environnement et le Développement Durable de Bizerte, Tunisie	Heinrich Böll Stiftung North America, Etats Unis
Business and Professional Women International, France et International	Kirinda Youth Environmental Management and Poverty Alleviation Program Uganda, Ouganda
Cadire Cameroon Association, Cameroun	Italian Climate Network, Italie
Cameroon Ecology, Cameroun	Lead Tchad, Tchad
CARE France , France	MADRE, International
Centre for Human Rights and Climate Change Research, Nigéria	Mom Loves Taiwan Association, Taiwan
Center for Support to Local Initiatives Development and Assistance to Vulnerable Persons, Burundi	Organisation des Femmes Africaines et de la Diaspora, France
Centre for 21st Century Issues, Nigeria	Réseau des Femmes Africaines pour la gestion Communautaire des Forêts, Cameroun
Centro de Mujeres Candelaria, Bolivie	Réseau Féministe Ruptures, France
Comité ONU Femmes France, France	Rural Area Development Programme, Népal
Coordination Française pour le Lobby européen des Femmes, France	Rural Integrated Center for Community Empowerment , Libéria
Coordination SUD, France	R20 - Régions of Climate action, France
Dynamique Femmes, Maroc	Travive Greening Madinaty, Maroc
Enlaces por la sustentabilidad, El Salvador	U'Muhoza Foundation for Social Change, Rwanda
Environmental Conservation Initiatives, Tanzanie	Women Engage for a Common Future France, France
Equilibres et Populations, France	Women's Environmental Network, Royaume-Uni
Espace Point de départ, Maroc	Women Environmental Programme, Nigeria
Free the Marginalized Women Advocates, Ghana	Women Organizing for Change in Agriculture and Natural Resource Management, International

Pour plus d'informations, veuillez contacter les co-animatrices du groupe de travail « Genre et Climat » de la Plateforme française Genre et Développement:

- Fanny Petitbon, CARE France, petitbon@carefrance.org
- Yveline Nicolas, Adéquations, ynicolas@adequations.org